

Le pouvoir aux travailleurs

09 JUIN 2002

N°90

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- COMME SON PRÉDÉCESSEUR LE POUVOIR ACTUEL EST AU SERVICE EXCLUSIF DES RICHES ET DE LA CLASSE EXPLOITEUSE	2
- EN COTE D'IVOIRE ON NE FAIT PAS MIEUX QUE SOUS LES PIRES DICTATURES AFRICAINES	3
- FACE AUX AUGMENTATIONS ABUSIVES DES PRIX, GBAGBO SE MOQUE DE LA POPULATION LABORIEUSE	4
- LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DES MENDIANTS !	5
- GRÈVE A LA CIE : LES TRAVAILLEURS OBTIENNENT DES AUGMENTATIONS MAIS LE COMPTE N'Y EST PAS !	6
- BÂTIMENT : LE SIT-IN PACIFIQUE DÉGÉNÈRE EN BARBARIE POLICIÈRE ...	6 - 7
- C'EST LE PATRON DU JOURNAL ET LE CHARLATAN QU'IL FAUDRAIT CONDAMNER !	8 - 9
- UN AN ET DEMI DE "REFONDATION" : AUTANT DE GALERE POUR LES PAUVRES !	10
- L'ETAT PREND DANS LA POCHE DES PAUVRES POUR DONNER AUX RICHES !	10 - 11
- TCHAD : LE PROFIT D'ABORD, LE SORT DES PAYSANS ET L'ENVIRONNEMENT APRES	12 - 13
- MADAGASCAR : LUTTE POUR LE POUVOIR ET SITUATION DE CHAOS	13 - 14

COGS MIN. 27

2004

FOUR POINT

COMME SON PRÉDÉCESSEUR LE POUVOIR ACTUEL EST AU SERVICE
EXCLUSIF DES RICHES ET DE LA CLASSE EXPLOITEUSE

Quel est le travailleur qui n'a pas eu un pincement au coeur, sinon un écoeurement, en écoutant les propos de Gbagbo dans sa longue interview radio-télévisée?

Comment peut-il dire, parlant de ce que lui et son équipe ont réalisé depuis qu'ils sont au pouvoir, que *"ce qui était humainement possible de faire en un an et demi, nous l'avons fait"*.

Qu'est-ce qui a été fait? Les salaires des travailleurs ont-ils été augmentés? L'accès aux hôpitaux a-t-il été rendu gratuit, comme c'était le cas dans le passé? Le *"nouveau code du travail"* mis en place par l'équipe Bédié, particulièrement défavorable aux travailleurs, a-t-il au moins été abrogé au profit de l'ancien code de travail? L'eau potable a-elle été rendue plus accessible aux populations laborieuses? Le pouvoir d'achat des travailleurs a-t-il été augmenté? La TVA, cette taxe qui frappe indistinctement riches et pauvres, a-elle été supprimée? Bien sûr, rien de tout cela. La dégradation continue du niveau de vie des travailleurs témoigne exactement le contraire.

Parce que le choix politique du gouvernement FPI va profondément dans le sens des intérêts bourgeois. Ainsi, tout ce que ce pouvoir a consenti comme *"effort"*, depuis qu'il est aux affaires, c'est de servir à fond les intérêts de la bourgeoisie. A commencer par ceux des pays impérialistes.

Mais qu'il nous dise donc - puisque les caisses de l'Etat étaient vides lorsque le FPI arrivait au pouvoir - d'où proviennent les quelques 700 milliards de francs que le gouvernement distribue à ces affameurs que sont le FMI et la Banque mondiale, chaque année? D'où viennent aussi les centaines de milliards de francs pour compenser les cadeaux que sont les annulations d'impôt et les exonérations de taxes accordées aux capitalistes installés en Côte d'Ivoire, dont Gbagbo s'en revendique avec fierté?

Tout cet argent qui engraisse les riches ne tombe évidemment pas du ciel. C'est l'addition de tout ce que ce gouvernement continue, de plus belle, d'enlever de la poche des populations les plus pauvres.

Quand, ensuite, Gbagbo a le culot d'affirmer que sa politique va dans le sens *"des intérêts de la Côte d'Ivoire"*, il se moque bien des travailleurs! Il se garde bien de préciser s'il parle de la *"Côte d'Ivoire"* des riches ou celle des pauvres. A moins qu'il veuille nous faire croire qu'en mettant dans la bouche des patrons, il remplit le ventre des travailleurs!

La vérité c'est que les Gbagbo, Bédié, Ouattara et consorts sont des hommes de la bourgeoisie. Ils mènent par conséquent une politique favorable à la classe bourgeoise. La classe laborieuse n'a donc rien de bon à attendre. Elle ne doit compter que sur sa propre force pour changer son sort.

EN COTE D'IVOIRE
ON NE FAIT PAS MIEUX QUE SOUS LES PIRES DICTATURES AFRICAINES

Le procès de la "*Mercédès noire*" en cours au tribunal d'Abidjan fait découvrir une petite facette de l'horrible appareil répressif de l'Etat ivoirien, avec ses méthodes de tortures qui font penser à un mauvais film américain, où la vie d'un homme ne vaut pas plus qu'un poulet qu'on égorge.

Ainsi, par exemple, ce témoignage de ce Touareg malien du nom de Mohamed, qui s'est retrouvé entre les mains des gendarmes d'Agban. C'est avec ce nom, qui ne sonne pas bien "*Ivoirité*", que ce dernier sera soumis à un "*interrogatoire*". Il subira une séance de torture horrible.

Les gendarmes ont commencé par lui tirer "*une balle dans la cuisse*" et l'ont "*roué de coups*" jusqu'à ce qu'il "*s'évanouisse*", "*avant de commencer l'interrogatoire*". Ensuite, à chaque question des gendarmes tortionnaires où il répondait par un "*non*" il recevait des coups dans le dos à l'aide de "*câble*", ainsi que des "*coups de pieds sur la tête*".

Un autre témoignage, c'est celui d'un certain Palé Djami. Un "*commando fusiller marin*", 14 ans de métier. Ce dernier a le malheur d'être originaire de la même région que le Général Palenfo.

Son témoignage est tout aussi horrible.

A chaque question où il a répondu par un "*non*", il a reçu une balle sur la cuisse. Alors, il a commencé à répondre "*oui*" à toutes les questions posées par ces officiers tortionnaires de la gendarmerie dont il a même cité des noms. Mais cela n'a nullement empêché les tirs de pistolet. Au total, il a ainsi reçu 4 balles sur ses cuisses.

Et celui-ci raconte qu'un jour, Boga Doudou et Lida Kouassi, respectivement ministre de l'intérieur et ministre de la défense et surtout des proches de Gbagbo, sont arrivés sur les lieux en compagnie du commandant Oulata. Croyant voir ses sauveurs, celui-ci a saisi l'occasion pour s'adresser à Lida Kouassi. Mais à peine a-t-il commencé à parler que Lida Kouassi lui a dit: "*ne vous expliquez pas. C'est aux gendarmes que vous allez raconter votre histoire*".

Voilà comment ceux-là même qui se gargarisent à longueur de journée des mots tels que "*démocratie*", "*liberté*", "*refondation*" jusqu'à s'égosiller, sont à la tête d'un pouvoir répressif, dictatorial et tortionnaire qui est le même depuis le temps Houphouët-Ouattara, puis Bédié, pour ne pas dire depuis le temps colonial.

**FACE AUX AUGMENTATIONS ABUSIVES DES PRIX,
GBAGBO SE MOQUE DE LA POPULATION LABORIEUSE**

Depuis mi-mai, les prix des denrées ont de nouveau augmenté. Après un semblant de "contrôle des prix" lancé par le gouvernement, avec le slogan "j'affiche mes prix", les prix ont continué de grimper. Cette campagne, lancée pour montrer qu'ils font quelque chose, a duré 3 mois. Aujourd'hui, les nouvelles augmentations ont même dépassé ce qui avait été dénoncé et combattu par beaucoup de gens au début de l'année. Le kg du riz de basse qualité qui était de 250 Fr est passé à 275 Fr. C'est la même chose pour bien d'autres produits.

Evidemment, les différents intervenants dans le milieu du commerce: les petits détaillants, les grossistes, les industriels, jusqu'aux gros importateurs, tous se rejettent la responsabilité.

Quant au gouvernement, surtout

le président de la république, il trouve ces augmentations normales. Il a expliqué que, par exemple, un commerçant qui a le monopole dans un village, a le droit de vendre au double voir au triple du prix. C'est ça le "libéralisme", a-il expliqué.

Il a dit aussi que c'est l'augmentation du prix du carburant qui se répercute sur le prix des marchandises. Pour cette augmentation du carburant, il s'est défendu en prétextant qu'il a trouvé une situation économique difficile.

A l'entendre, c'est donc à la population pauvre de payer à la place des bourgeois et à la place de ceux qui ont vidé les caisses de l'Etat. En tant que représentant de la classe des riches, Gbagbo n'ose pas toucher à leurs profits.

"DIS-MOI QUI TU FRÉQUENTES ET JE TE DIRAIS QUI TU ES"

Dans l'interview que Gbagbo a accordé, le journaliste lui a fait remarquer: "Ce n'est pas la Côte d'Ivoire que vous avez promise?". Gbagbo lui a répondu qu'au moment où il est arrivé au pouvoir, "aucune institution financière internationale n'avait des relations avec la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui toutes ont des relations avec la Côte d'Ivoire".

Non, ce n'est pas la Côte d'Ivoire

que les travailleurs attendaient. Mais le seul fait que Gbagbo soit fier que les "institutions financières" renouent avec la Côte d'Ivoire, est tout un symbole des intérêts qu'il représente.

Car on voit où penche son coeur. Comme Bédié et Ouattara, il est du côté des banquiers et des riches. Pour ne pas dire qu'il est, comme eux, au service de tous ceux qui participent au pillage

du pays. Qu'est-ce donc cette "*institution financière internationale*", comme le dit si gentiment Gbagbo une fois au pouvoir, sinon le regroupement de ceux que d'autres désignent par leur vrai nom: à savoir, les "*affameurs du peuple*"!

Et si le FMI et la Banque mondiale n'avaient plus la même relation avec la Côte d'Ivoire, depuis les années 1998, c'est qu'ils avaient fini de piller ce qui pouvait l'être! Les rapaces ne rodent-ils pas seulement là où il y a à dévorer?

Aujourd'hui, avec l'arrivée de l'équipe Gbagbo au pouvoir, les caisses se regarnissent. Oh, certainement pas au détriment de la classe possédante. Bien au contraire, l'Etat pressure la classe laborieuse, avec la mise en place de nouvelles taxes et en augmentant celles qui existaient déjà. Alors, les revoilà les rapaces FMI, Banque mondiale et autres "*partenaires économiques*" qui sont de nouveau de retour ou qui montrent un peu plus leur nez. Et ce sont ceux-là que, Gbagbo, le serviteur des bourgeois, veut nous présenter comme des sauveurs!

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DES MENDIANTS!

Le DG du FMI et son épouse sont venus faire une tournée en Côte d'Ivoire. A cette occasion, Mme Gbagbo a invité l'épouse du DG à prendre un déjeuner. De quoi ont-elles donc causé? Des bas salaires des ouvriers de ce pays? De la nécessité de diminuer les profits des patrons au bénéfice des travailleurs, pour faire baisser la misère dans ce pays? Bien sûr que non! Rien de tout cela.

La Première d'entre elles (Mme Gbagbo) est l'épouse du garant des intérêts bourgeois de ce pays. La seconde est l'épouse du garant des intérêts capitalistes occidentaux. Alors, toutes les deux, en bonnes représentantes de la haute société, ont évidemment parlé de charité. Tout ce

que ces gens du monde savent faire, pour montrer qu'ils font quelque chose, c'est de "*l'humanitaire*". Or, qu'est ce donc l'humanitaire sinon de la charité à l'égard des travailleurs, que leur système réduit à la misère?

Mme Gbagbo, sait-elle ce que c'est que nourrir une famille avec un revenu de 50.000 Fr? Autrement, elle n'aurait pas eu l'audace de dire que "*les Ivoiriens doivent cesser de pleurer sur leur sort (...) et d'être en mesure d'identifier leurs besoins*".

Qu'elle se rassure! Les travailleurs ne pleurent pas. Ils connaissent, par ailleurs, parfaitement quels sont leurs besoins. Alors, ses insultes, qu'elle les garde pour elle!

**GRÈVE A LA CIE : LES TRAVAILLEURS OBTIENNENT DES AUGMENTATIONS
MAIS LE COMPTE N'Y EST PAS!**

Depuis la fin du mois de mars, les travailleurs de la CIE (Compagnie Ivoirienne d'Electricité) avaient engagé un bras de fer avec leurs dirigeants.

Ils exigeaient surtout une augmentation de 45% de leur salaire à étaler sur 4 ans, ainsi que d'autres revendications secondaires. La direction, face à la détermination des travailleurs, a été obligée de céder sur certaines choses. Elle a ainsi augmenté les primes de logement qui sont passées de 10.000 Fr à 20.000 Fr pour certains et de 12.000 Fr à 25.000 Fr pour d'autres. Les travailleurs ont aussi obtenu une hausse de leurs salaires. 8% pour les employés, les ouvriers et les chauffeurs, 6% pour

les agents de maîtrise et 4% pour les cadres.

Mais le compte des 45% n'y étant pas encore, les agents ont continué le mouvement. Cette fois-ci, pour briser leur mouvement, les patrons ont fait appel au gouvernement. Celui-ci, comme à son habitude, a fait appel au "*patriotisme*", crié à la manipulation politique et ensuite est passé à la menace.

Le mouvement s'est tassé. Mais la leçon à retenir, c'est que seule la lutte paye. Sans lutte, les travailleurs n'auraient rien obtenu. Même pas ces petites augmentations.

BÂTIMENT: LE SIT-IN PACIFIQUE DÉGÉNÈRE EN BARBARIE POLICIÈRE

Les travailleurs de l'entreprise de "*construction et de la promotion immobilière*", Les Rosiers, ont vécu un calvaire le lundi 06 mai sur leur chantier. En effet, c'est suite à un sit-in organisé par les travailleurs que le patron a fait appel aux forces de répression.

C'est depuis le mois de décembre 2001 que ces 600 travailleurs sont au chômage. L'entreprise a prétexté que la situation politico-économique ne lui permet plus de continuer les travaux. Elle a donc fixé la reprise au début du mois de février. En février, la direction a demandé aux travailleurs de revenir au mois de mars. Puis, au mois de mars, c'est devenu au mois de juin.

C'est devant ce nouveau report de la date de reprise que les travailleurs ont demandé une "*aide financière*" au patron. Et c'est devant le refus du patron de satisfaire cette revendication, que ces derniers ont décidé de tenir un sit-in sur leur chantier le lundi 06 mai. Mais à leur grande surprise, ils ont trouvé leur chantier quadrillé par les forces de répression, très tôt le matin.

La direction avait fait appel aux forces de l'ordre en donnant des consignes de mater cette manifestation. Pour faciliter ce travail de répression, elle avait même mis à la disposition des policiers sa camionnette bâchée et ses radios de communication appartenant au

chantier.

C'est ainsi que les policiers, se sont donné à cœur joie dans la bastonnade, les jets de grenades lacrymogènes et autres sévices

corporels sur les travailleurs. Cette barbarie a fait plusieurs blessés dont trois cas graves. Bien sur, le gouvernement est resté muet face à ces exactions.

**POUR ASSURER LEURS SOINS, LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN
D'AUGMENTATION DE SALAIRE ET NON D'UN NOUVEL IMPÔT!**

Dans une interview donnée par Gbagbo à un journal français, il a encore parlé de l'AMU (Assurance Maladie Universelle).

Dans cet entretien, il a reconnu qu'en Côte d'Ivoire, du fait de la misère qui s'accroît chaque jour, on meurt de maladies banales. L'espérance de vie a baissé de dix ans passant ainsi de 56 à 46 ans, selon ses chiffres. Et Gbagbo d'ajouter que les populations démunies n'ont d'autre choix que de se contenter de décoctions de guérisseur et autres charlatans qui, au lieu de la guérison, leurs assurent souvent une mort certaine.

Face à cet état de choses, tout responsable politique voulant remédier à cette situation n'aurait eu qu'une seule attitude. Puisque le problème vient de la misère qui s'accroît, il faut la diminuer en augmentant les revenus des salariés. Ainsi ils auront au moins les moyens pour mieux se soigner. Ce n'est évidemment pas la solution retenue par Gbagbo et ses compères. Parce qu'il sait que, qui dit augmentation des revenus des travailleurs, dit diminution des profits des bourgeois. Et ça, les

riches ne veulent pas en entendre parler.

Alors, à défaut de pouvoir faire quelque chose, il a trouvé là une occasion de détrousser la population déjà meurtrie. Il va instaurer un nouvel impôt obligatoire que chaque individu devra payer et qui sera versé dans les caisses de l'AMU. On n'a pas besoin d'être devin pour savoir quel chemin prendra la grande partie des fonds de cette caisse. Pour sûr, elle servira à tout, sauf à soigner les masses pauvres du pays.

Comme personne n'est dupe de cela, les classes laborieuses des villes manifestent une résistance au prélèvement de cet impôt. Alors le gouvernement a pour l'instant reculé et cherche à prélever dans un premier temps dans les revenus des paysans.

Tout ce qu'on peut espérer, c'est que l'application de cette mesure provoque l'exaspération des masses laborieuses et qu'elles ne se laissent point détrousser. Ainsi le président et ses compères sauront quelle vache il faut traire!

L E U R S O C I E T E

C'EST LE PATRON DU JOURNAL ET LE CHARLATAN
QU'IL FAUDRAIT CONDAMNER!

Dans le journal "Soir Info", on peut lire très souvent dans la partie "Faits Divers" des histoires de "sorcellerie". C'est ainsi qu'on peut lire par exemple dans celui daté du 25 et 26 mai dernier, un article intitulé "Pour attirer la clientèle, la vendeuse enduisait le poisson à la braise de graisse humaine". A la lecture, on se rend compte qu'il n'en est absolument rien. C'est une histoire montée de toutes pièces. Mais hélas, les victimes sont, elles, bien réelles. Non pas en la personne de l'accusateur mais de l'accusée.

Le journal présente la petite Ila, fillette de 8ans, comme "rondouillarde". Mais depuis quelques temps, la gamine "ne cesse de maigrir", avec "ventre ballonné". Manifestement cette petite fille souffre de malnutrition ou d'autres maladies comme il y en a tant chez les pauvres.

Cependant, le journal nous apprend que "l'hôpital n'a rien pu faire". Ce que l'article ne dit pas et que le lecteur aurait bien aimé connaître, c'est la situation financière des parents. Ont-ils de quoi payer une bonne consultation médicale? Effectuer des analyses? Probablement non!

C'est ainsi que les parents se

tournent vers une "exorciseuse", une certaine "Touré Massandjé". Evidemment celle-ci découvre que la petite Ila fait partie d'une "confrérie de sorciers" et que son ventre enflé serait le "poids du sang et de la chair humaine consommés". On reste ébahi devant de telles sottises. D'ailleurs tout l'article est de la même eau. Autant dire que tous les enfants somaliens, éthiopiens, soudanais, etc. qu'on voit avec des ventres ballonnés se gaveraient tous de chair humaine! Et même tout près de nous, dans les quartiers précaires, ne sont-ils pas nombreux ces enfants squelettiques avec un gros ventre? C'est bien la misère qui en est la première cause! Résultat de l'exploitation capitaliste féroce ou de l'exclusion sociale dont sont victimes les parents.

Mais ce n'est pas de ces vendus de journalistes qu'on peut entendre ce genre de vérités. Ceux là préfèrent verser dans le sensationnel. Leur objectif étant de vendre du papier, de gagner de l'argent par tous les moyens. Quitte à accuser des personnes innocentes. Combien sont ceux qui souffrent d'être accusés à tort de sorcellerie? Ils vont rester handicapés ou souvent être bannis de leurs villages après de soi-disant "épreuves de vérité". Non satisfait, d'avoir sali la réputation de ces personnes, l'article de ce journal est

L E U R S O C I E T E

accompagné d'une photo où on voit les accusés à demi nus, sans aucun égard pour leur dignité.

En tout cas après la parution de ce premier article, il est manifeste que le journal fait de la publicité pour le compte de cette femme charlatan du nom de Touré Massandjé. Puisqu'une semaine plus tard, suit un autre article faisant encore son éloge et un 3^{ème} la semaine d'après, c'est-à-dire le 7 juin. Des articles mensongers et criminels, les

uns comme les autres. Tous ces 3 articles étant signés de la même pourriture de journaliste qui doit toucher sa part d'argent au passage, en plus de ce que touche le journal.

C'est tous ceux là, l'exorciseuse, le patron du journal et la journaliste que la justice devrait coffrer et non les "accusés". Mais dans cette société capitaliste, il n'y a de justice que pour les crapules!

UNE "BAIE DES MILLIARDAIRES",
POUR DES DIZAINES DE BAIES POUR PAUVRES!

Lors des journées "portes ouvertes" de la SOTRA, le 30 mai dernier, les députés ont été invités à faire un tour sur la lagune dont faisait partie Mme Gbagbo. Elle dit avoir été étonnée d'y découvrir une "baie des milliardaires". Serait-elle étonnée de voir qu'il y a de l'argent dans ce pays?

Bien sûr, les Gbagbo, garants de l'ordre social injuste, préfèrent ne pas trop parler des réalités révoltantes de ce pays ou une minorité de rapaces capitalistes maintiennent la classe laborieuse dans une misère indescriptible.

Si Mme Gbagbo a vu une "baie des milliardaires", en faisant le tour sur la lagune, où elle dit avoir aussi pu observer 9 communes d'Abidjan, elle a donc certainement aussi vu les bidonvilles tels que Anoumanbo, Vridicanal et autres quartiers pauvres de Koumassi ou d'Abobodoumé qui jouxtent la lagune dont elle n'en dit mot. Ces populations qui ont les pieds quasiment dans l'eau et qui ont leurs maisons inondées à chaque fois qu'il pleut. Pour une "baie des milliardaires", il y a des dizaines de "baies des pauvres" à Abidjan. Voilà le vrai visage de la "perte des lagunes".

L E U R S O C I E T E

UN AN ET DEMI DE "REFONDATION":
AUTANT DE GALERE POUR LES PAUVRES!

Les 4 et 5 mai dernier, le FPI a organisé "La fête de la Liberté". C'est une fête que ce parti organise chaque année depuis 1990. Sauf que cette année, la fête tombe 1 an et demi après l'arrivée du FPI au pouvoir. A cette occasion, donc, le Premier ministre qui est aussi président de ce parti, a pris la parole pour glorifier son propre bilan. "Refondation", "refondation", "refondation" voilà le maître mot de son discours. Le mot "refondation" est censé signifier "tout changer".

Mais qu'est ce qui a donc changé pour les travailleurs après un an et demi de pouvoir FPI, si ce n'est la pauvreté qui s'est accrue, le panier de la

ménagère qui s'est vidé par la cherté de la vie, les licenciements dans les entreprises et les rackets des forces de l'ordre qui n'en finissent pas?

Les travailleurs qui ont tenté de revendiquer des augmentations de salaire ont été traités d'"égoïstes", quand ils n'ont pas été sauvagement dispersés ou tout simplement ignorés.

Le Premier ministre est sûrement satisfait de son "bilan", en bon serviteur de la bourgeoisie. Car les patrons, eux, ont reçu des milliards sous forme d'annulation de dettes fiscales et autres avantages et garanties, pour pouvoir mieux exploiter les travailleurs.

L'ETAT PREND DANS LA POCHE DES PAUVRES
POUR DONNER AUX RICHES!

La Direction Générale des impôts révèle que l'Etat a un manque à gagner de 140 milliards de TVA par an. C'est le montant que les capitalistes garderaient par-devers eux.

Mais qu'est ce que la TVA? La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) est un impôt injuste qui s'élève à 20% du prix

hors taxe sur tous les produits de consommation. Ainsi lorsqu'on achète du riz ou de l'huile, on paye en même temps le prix de la TVA. C'est un impôt injuste quand on sait que riches et pauvres qui n'ont pourtant pas les mêmes revenus paient le même taux d'impôt. Ce qui serait juste, c'est d'instaurer un impôt direct et progressif

L E U R S O C I E T E

par rapport aux revenus de chacun. Mais ça, ce n'est pas de ce gouvernement qu'on peut l'attendre.

Aujourd'hui, le gouvernement pleure ses 140 milliards. Mais que fait-il pour se faire rembourser? Oblige-t-il ces bourgeois fraudeurs, qui sont identifiés, à rembourser cet argent qu'ils ont gardé

indûment? Bien sûr que non! L'Etat fait même des cadeaux supplémentaires aux patrons, en annulant près de 300 milliards d'arriérés d'impôt.

Bien entendu, tous ces milliards distribués aux riches proviennent des ponctions que ce gouvernement effectue sur le revenu des pauvres!

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION OU SIMPLE PROPAGANDE?

Dans le cadre d'une séance de travail sur la gestion de l'argent qui sera mis à la disposition des futurs conseillers généraux, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Boga Doudou, a dit que *"celui qui détournera l'argent ira en prison."*

Ce genre de parole de la bouche d'un Boga Doudou et consort sonne creux! Et pour sûr, ceux à qui ces

menaces s'adressaient les ont prises pour de la simple gesticulation. Car, comme ses compères, ce ministre braillard n'a ni la volonté, ni les moyens de les mettre en application.

Les voleurs d'hier ne se pavanent-ils pas dans les salons du pays? Ne fréquentent-ils pas tranquillement les allées du pouvoir, blanchis pour ainsi dire de leur rapines?

"SANCTION" CONTRE DES POLICIERS: RIEN QUE DE LA PUBLICITÉ

La presse a fait récemment écho de sanctions reçues par quelques dizaines de policiers. Ces policiers ont été radiés, pour certains ou ont eu leur soie suspendue, pour d'autres. Les délits dont ils sont accusés sont: *"racket"*, *"escroquerie"*, *"trafic d'influence"*, *"vol à main armée"*, etc. C'est-à-dire des délits qui sont le quotidien de la grande majorité des policiers, militaires et gendarmes. Et ce, du haut au bas de l'échelle.

Ce pouvoir est bien impuissant face à toute cette corruption. Mais celle-ci a atteint un point tel que les ambassadeurs, qui ont une représentation en Côte d'Ivoire, ont tenu à signer une sorte de pétition pour dénoncer cet état de choses auprès des autorités du pays. Alors, ces derniers font un peu de publicité, histoire de montrer qu'ils contrôlent la police et tiennent les rênes du pouvoir.

TCHAD : LE PROFIT D'ABORD,
LE SORT DES PAYSANS ET L'ENVIRONNEMENT APRES

Il y a quatre ans, quand la signature entre le gouvernement tchadien et ExxonMobil et ses partenaires était connue, immédiatement la fête avait éclaté dans tout le pays. Mais c'est surtout à Ndjaména la capitale que cette manifestation de joie était la plus grande.

Dans la rue ou sur les marchés populaires, les petites gens laissaient éclater leur joie: *"On va être riche, on va avoir du travail"*. Et puis le bruit courait que les compagnies pétrolières allaient commencer à embaucher, sur place, sur les trois sites pétrolifères de Doba, dans le Sud du pays (Miandoum, Kobé et Bololo). Aussi de nombreux jeunes chômeurs s'étaient rendus, (parfois en s'endettant pour le voyage) à Doba dans l'espoir de trouver un travail de manoeuvre, de gardien ou de surveillant. Ils allaient venir grossir le nombre des candidats "naturels" à l'embauche: les jeunes paysans des trois sites et de ceux des villages voisins.

Pour la plupart de ces candidats, c'était la déception. A part quelques centaines retenus pour creuser le pipeline de plus de mille km devant relier Doba à Kribi au Cameroun et des jeunes employés comme gardiens ou surveillants, les compagnies pétrolières n'ont pas retenu grand monde. Découragés, certains ont dû rebrousser chemin, d'autres restés sur place continuent à vivoter en devenant vendeurs à la sauvette ou même délinquants, d'autant plus que, à cause de l'afflux de personnes, la vie était

devenue très chère dans les villages.

C'est aussi la déception pour les petites gens qui pensaient grâce à la manne pétrolière, le pays allait devenir riche, et qu'ils allaient profiter de cette richesse. Mais quand ils avaient appris que du premier prêt de 93 millions de dollars à répartir entre le Cameroun et le Tchad, une partie avait servi à l'achat des armes pour combattre la rébellion dans le Nord du pays, et on ne sait à quoi avait servi l'autre partie -en bref ils n'en ont pas vu la couleur- certaines de leurs illusions commençaient à s'envoler.

Quant au sort des villageois des trois sites, n'en parlons pas. Ils ont été chassés de leurs maisons, de leur champs, de leur village avec la complicité du gouvernement tchadien. Bien sûr ils ont été dédommagés par ces compagnies pétrolières mais les sommes qu'ils avaient reçues étaient dérisoires. Rappelons que lorsque les expropriations avaient commencé en 1997, un manguier déraciné était payé 6 dollars, tout comme un goyavier ou un citronnier. Le karité, c'est 10 dollars. Un carré de sorgho rasé, 0,04 dollar, ainsi que le mètre carré de coton; celui du sésame détruit coûtait 0,03 dollar."

Et pourtant à ces paysans, ExxonMobil et le gouvernement tchadien leur ont promis monts et merveilles. Par exemple que leurs villages seraient électrifiés, que l'on va leur construire des écoles, des dispensaires et creuser des puits. Mais si ça et là les compagnies

ont construit une école ou creusé un puits, c'est juste pour mieux tromper la plupart des paysans. Ceux qui avaient compris la manoeuvre étaient entrés en colère.

Pour les calmer, on leur envoie aujourd'hui une anthropologue américaine, Ellen Brown. Pour faire passer la pilule, elle leur offre gracieusement un coq de sacrifice pour chaque arbre abattu. En effet après la destruction des champs et des arbres fruitiers (manguiers, bananiers, citronniers, etc.), ExxonMobil et ses partenaires continuent à détruire la forêt pour creuser la tranchée afin d'enfouir le pipeline.

Mais tout n'est pas noir pour tout le monde. Certains qui s'étaient frottés les mains n'ont pas attendu longtemps pour palper des pétrodollars. Ce sont les dirigeants. Avant même la signature de l'accord, ils avaient touché les dessous de table. Puis certains ont détourné le pactole versé par ces compagnies pétrolières. Pour eux, l'exploitation de ce pétrole est une aubaine. Leur souhait, c'est de toujours bénéficier de la faveur de Idriss Déby pour demeurer plus longtemps au poste afin de continuer à s'enrichir de cette manne. Car, comme on le sait, Déby change de ministre ou de directeur général comme il change de chemise.

MADAGASCAR : LUTTE POUR LE POUVOIR ET SITUATION DE CHAOS

Depuis le premier tour de l'élection présidentielle de décembre 2001, la situation est toujours bloquée. Marc Ravalomanana, homme d'affaire et maire d'Antananarivo s'est auto-proclamé président de la république. Le président "sortant", le militaire Didier Ratsiraka ne se considère pas battu puisqu'il y aurait ballottage selon lui. Ses partisans ont bloqué toutes routes autour de la capitale et fait sauter certains ponts. La province d'Antananarivo qui n'a aucun accès à la mer est en train d'être asphyxiée économiquement. Il n'y a plus de carburant et les produits d'importation tels que les médicaments font cruellement défaut. La pénurie favorise le marché noir. L'essence coûte 25 000 francs malgaches le litre (2.500 FCFA). Cela entraîne même l'arrêt des groupes électrogènes qui alimentent les hôpitaux ce qui se traduit en fin de compte par une augmentation

importante du nombre des décès. Même des produits de base tels que le sucre, l'huile et le sel ont disparu des étals. Les gens très riches peuvent s'en sortir à condition de se les procurer à prix très élevé au marché noir. D'ailleurs un nombre important d'entre eux ont pris l'avion pour être à l'abri à la Réunion voisine en attendant que les événements se tassent à Madagascar.

Les effets du blocus ne se ressentent pas que dans la capitale. A Toamasina, la deuxième ville et principal port du pays, l'approvisionnement en produits vivriers et surtout en riz (nourriture principale du pays) est chaotique puisque cette denrée provient des plateaux de la province d'Antananarivo. Depuis le passage du cyclone Kesiny le 11 mai, c'est une catastrophe humanitaire qui se profile à l'horizon. Les pluies torrentielles qui ont

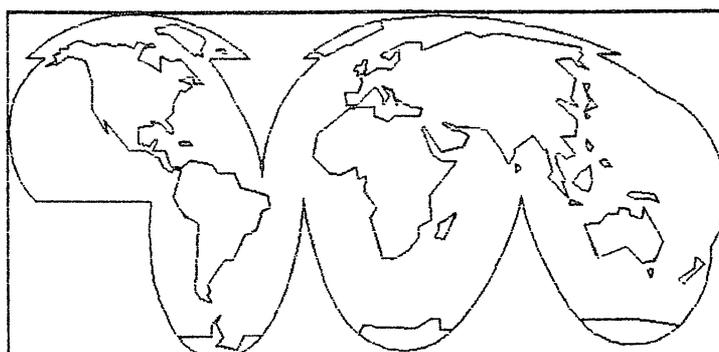
entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes ont également provoqué des inondations et des éboulements de terre. Elles ont emporté des ponts, détruit des voies et coupé du monde de nombreux villages.

Les effets conjugués des affrontements entre les deux camps en conflit et ceux des catastrophes naturelles sont en train de faire le lit du choléra, du paludisme et d'autres maladies mortelles.

Jusqu'où iront Ratsiraka et Ravalomanana ? La France ancienne puissance colonisatrice détient d'énormes intérêts économiques dans l'île. Le gouvernement français a envoyé deux avions pour que les deux protagonistes viennent se rencontrer à Dakar et trouver un terrain d'entente avec l'arbitrage d'Abdoulaye Wade appuyé par Omar Bongo et d'autres dirigeants africains. Ce sera la deuxième

réunion du genre, car une première a eu lieu le 28 avril. Les deux protagonistes qui avaient signé un premier accord ont continué à camper chacun sur sa position une fois rentrés au pays. Un sentiment d'exaspération commence à envahir les différents camps opposés. La nouvelle rencontre de Dakar débouchera-t-elle sur un règlement rapide de la crise ? Si ce n'est pas le cas il est à craindre une guerre ouverte entre les militaires obéissant aux chefs des provinces autonomes et ceux obéissant au pouvoir en place à la capitale. Les deux camps en lutte pour le pouvoir n'ont pour le moment pas réussi à dresser les populations les unes contre les autres. Les escarmouches récentes qui ont fait 14 morts à Sambava dans le nord-est ont concerné essentiellement des militaires. Mais si la crise au sommet ne se résout pas rapidement, la veillée d'armes peut se transformer en affrontement ouvert. La population n'a aucun intérêt à suivre les uns comme les autres dans cette voie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.